

Havnevik, Kjell J. (Ed.) *The IMF and the World Bank in Africa : Conditionality, Impact and Alternatives*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Seminar Proceedings no 18 », 1987, 187 p.

Martin Perron

Volume 19, Number 4, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702429ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702429ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Perron, M. (1988). Review of [Havnevik, Kjell J. (Ed.) *The IMF and the World Bank in Africa : Conditionality, Impact and Alternatives*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Seminar Proceedings no 18 », 1987, 187 p.] *Études internationales*, 19(4), 739–741. <https://doi.org/10.7202/702429ar>

« price-takers », c'est-à-dire qu'ils montrent la relation entre les variations des taux de change et la qualité des spécialisations.

Cet ouvrage au contenu exceptionnellement riche est, paradoxalement, extraordinairement pauvre ou faible dans les conclusions explicites que les auteurs tirent de leur recherche. Si l'agnosticisme théorique des auteurs coupe l'herbe sous les pieds de maint idéologue en la matière, il a fait manquer l'occasion de tirer tout l'enseignement pertinent d'expériences historiques souvent dramatiques et trop souvent mal comprises.

Roger DEHEM

*Département d'économique  
Université Laval, Québec*

HAVNEVIK, Kjell J. (Ed.) *The IMF and the World Bank in Africa: Conditionality, Impact and Alternatives*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Seminar Proceedings N° 18 », 1987, 187p.

Le rôle que joue ou que devrait jouer le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale (BM) vis-à-vis des pays en voie de développement a souvent été discuté et critiqué. Il y a eu recrudescence de ce genre de discussions au cours des trois dernières années, discussions sans doute causées par le problème d'endettement de ces pays...

Pour revoir et débattre ces questions, l'Institut scandinave d'études africaines, a organisé en 1987, un séminaire où des participants de plusieurs pays ont débattu le rôle joué par le FMI et la BM dans des pays d'Afrique où des « programmes d'ajustement structurel » ont été mis en place au cours des années 80.

Dans un premier temps, Tom Killick de Londres démontre que les fonctions de la BM et du FMI se sont de plus en plus rapprochées au cours des dix dernières années étant donné le besoin criant de développer des stratégies à plus long terme pour les pays pauvres et non plus seulement de leur fournir du financement à court terme pour leurs besoins de balance des paiements. Killick en conclut même que la

Banque mondiale, de par son expérience des pays en voie de développement, est mieux en mesure de les comprendre.

En conséquence, poursuit-il, il faudrait fusionner les fonctions du FMI à celles de la BM. Il note par ailleurs que Keynes avait déjà rejeté cette proposition. C'est le sujet du chapitre 2.

Cependant au cours du séminaire, les débats ont porté avant tout sur la question de la conditionalité — ces conditions qu'un pays doit accepter de remplir s'il veut obtenir le financement désiré du FMI ou de la BM.

Est-ce qu'on devrait changer ces conditions s'interroge Frances Stewart au chapitre 3? La réponse est bien sûr oui. Selon lui, ces conditions sont, d'une part, trop exigeantes puisque les institutions financières privées n'exigent pas de telles conditions quand elles prêtent à un pays. D'autre part, ces conditions tentent d'imposer aux pays-emprunteurs une conception néo-classique du développement, ce qui a eu pour effet de conduire les pays-emprunteurs à une désindustrialisation plutôt qu'au développement d'une structure industrielle forte et stable.

Loxley poursuit un peu dans la même veine au chapitre 4 où il démontre l'impact considérable du FMI et de la Banque mondiale sur les politiques internes des pays tropicaux. Selon lui, la preuve est encore à faire que les prêts du FMI réussissent à corriger les problèmes de balance des paiements de ces pays. De plus, selon Loxley, les pays dans le besoin ne sont pas dans une position d'égalité lorsqu'il s'agit de négocier ces prêts à Washington. Ces institutions sont largement dominées par les pays industriels qui imposent aux pays-emprunteurs des conditions reflétant leurs intérêts plutôt que ceux des pays en voie de développement. Les problèmes des pays d'Afrique, selon lui, sont divers et complexes et peuvent difficilement être analysés dans le cadre d'un modèle néo-classique de libre-entreprise et de marchés non réglementés.

Payer critique encore davantage et de façon plus radicale les clauses de conditionalité du Fonds et de la Banque. Il étaye ces deux

principaux points; dominance des pays industriels sur les conditions imposées et encouragement à libérer les importations qui dégénèrent en surendettement, avec le dernier emprunt de l'Inde du FMI qui fut le prêt le plus élevé jamais consenti par l'organisme. Selon Payer si ce prêt fut accordé, ce n'était pas tant basé sur le fait qu'il y avait crise de balance des paiements — selon lui, il n'y avait pas crise — mais plutôt qu'on voyait à Washington, dans ce prêt, une occasion merveilleuse de forcer le gouvernement indien à ouvrir davantage les marchés internes aux produits et aux services des pays industriels.

Pour équilibrer ces discussions, les représentants du FMI et de la BM sont venus présenter le point de vue des deux organismes. Goreux du FMI rappela aux participants que le Fonds a, au cours des années, aidé beaucoup de pays en voie de développement à refinancer leurs dettes au Club de Paris ou de Londres. De plus, le Fonds, selon lui, ne viole pas la souveraineté de ces pays qui sont déjà très dépendants des pays industriels pour la stabilité de leur exportation. Goreux a insisté à nouveau sur le besoin pour plusieurs pays de restaurer une structure des prix qui soit plus réaliste et plus conforme avec les marchés à commencer par les taux de change...

Gulhati a répondu, pour la Banque mondiale, aux critiques disant que la libéralisation des importations conduisait à la désindustrialisation de l'Afrique. Il a soutenu que de nombreuses études de la BM ont démontré maintes fois que ce sont les politiques nationales qui ont conduit certains pays du tiers monde vers un plus grand sous-développement. Il admet que beaucoup d'expériences tentées au niveau de la libération des exportations ne furent pas toujours très fructueuses et réussies. Aussi poursuit-on des études en ce sens à la Banque. Quant à la question très controversée de la conditionalité, il a rappelé que la rareté des ressources requiert une gestion efficace. Mais il ne s'agit pas de fonds subsidiaires même si l'idée est intéressante. Enfin, il a mentionné que la Banque et le Fonds sont très conscients qu'il faut développer davantage des stratégies de développement à moyen et à long terme. Les deux positions sont résumées au chapitre 6.

D'autres études de cas furent présentées à la conférence. Bangura revit l'impact des programmes d'ajustement structurel au Nigeria. Faaland a fait une analyse du Soudan pendant que Wanguie a décrit les longues négociations qui ont eu lieu entre les autorités tanzaniennes d'une part, et le Fonds et la Banque d'autre part. Les programmes de stabilisation mis au point pour l'économie de la Zambie furent aussi revus par Naube, Sakala et Ndulo. Dans chacun de ces pays, une baisse ou un ralentissement de l'activité économique a nécessité la mise en place des programmes d'ajustement structurel afin de remettre ces économies sur la voie du progrès. Au Nigéria, la baisse des revenus du pétrole à partir de 1981 conduisit le pays vers une crise économique: L'aide du FMI et de la BM fut donc requise. Des programmes économiques d'ajustement furent mis au point. Mais après un long débat politique dans le pays, le prêt négocié au FMI a été rejeté. Un des éléments du litige a été la dévaluation de la monnaie que le Fonds exigeait comme pré-condition.

En Tanzanie, des débats semblables eurent lieu même si les autorités ont fini par implanter des politiques économiques se rapprochant de celles proposées par les experts de Washington. Au Soudan, de vastes investissements par les autorités dans le secteur public supportés par des fonds fournis par des pays arabes ont eu des effets bénéfiques pendant quelque temps mais des facteurs adverses, comme les conflits dans le Sud, l'afflux de réfugiés et par-dessus tout, la sécheresse en 1982-1984, qui a été très dévastatrice pour l'ensemble du pays, ont amené une détérioration de l'économie.

Dans tous ces cas, l'aide technique ou financière du FMI et de la BM n'a pas toujours eu les effets escomptés et a été, avant tout, le sujet de débats politiques très animés.

Les deux derniers chapitres renvoient la position des pays nordiques face aux institutions de Washington. On constate que les leaders politiques sont peu intéressés par ces questions. On laisse plutôt à des fonctionnaires le soin de s'occuper de ces questions.

Ce séminaire comme beaucoup d'autres qui furent organisés au plan international au-

tour de ces thèmes démontre encore une fois la très grande complexité du développement économique d'une part et d'autre part les ressources très limitées dont dispose le Fonds monétaire et la Banque mondiale pour solutionner les problèmes économiques qui leur sont souvent confiés au moment où règne une crise aiguë dans le pays. Mais tous s'accordent à dire qu'il faut continuer à chercher des solutions plus permanentes à des crises qui ne cessent de revenir à la surface parce que solutionnées de façon *ad hoc* seulement...

Ce livre, comme beaucoup d'autres dans cette série, provoque la réflexion et la discussion de problèmes encore trop souvent négligés par les économistes occidentaux. Espérons que ce livre passera sur la liste des livres à lire pour les étudiants des questions financières africaines.

Martin PERRON

*Conseil de la Radiodiffusion et  
des Télécommunications canadiennes, Ottawa*

### HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène. *Le grand défi. Bolcheviks et Nations 1917-1930*. Paris, Flammarion, Coll. « Nouvelle Bibliothèque Scientifique », 1987, 334p.

Hélène Carrère d'Encausse porte depuis longtemps un intérêt particulier à la question des nationalités en URSS. Elle avait déjà publié en 1978 un ouvrage sur cette question et les problèmes politiques qu'elle suscite à l'intérieur de l'Union soviétique.

Dans le présent livre, Madame Carrère D'Encausse analyse historiquement les concepts et les événements ayant influencé le jeune régime soviétique dans l'élaboration et l'application de politiques envers les diverses nations et nationalités résidant sur le territoire de l'ancien Empire russe.

Dans la première partie de l'ouvrage, l'auteure fait le survol des grands débats sur la

question nationale qui ont préoccupé les socialistes à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Les socialistes russes et autrichiens, vivant dans des empires multinationaux, divergèrent assez rapidement d'opinion avec leurs camarades européens sur l'apport positif que la nation pouvait apporter à l'instauration du socialisme. Russes et Autrichiens avaient pu constater concrètement que l'aliénation des nationalités envers leurs États multinationaux respectifs pouvait devenir un instrument utile pour mieux les abattre.

Lénine et le parti social-démocrate ouvrier de Russie (PSDOR) admirent l'importance des nations dans le processus révolutionnaire, mais le limitèrent seulement « aux prolétariats des nations en cause ».

Dans la pensée de Lénine, l'autodétermination était avant tout une tactique et non une fin en soi. Elle constituait une étape pouvant être nécessaire pour libérer les nations de l'oppression capitaliste. L'autodétermination devait, cependant, conduire ultérieurement à l'union des nations dans un État unitaire socialiste et non à la séparation de celles-ci en une multitude de petits États nationaux.

La deuxième partie consiste en une observation sur l'attitude des nations et leur loyauté envers l'Empire russe dans le contexte de la Première Guerre mondiale. Les États belligérants, en particulier l'Allemagne, découvriront tout le potentiel politique et militaire que peut générer la « manipulation » des aspirations à l'autodétermination et à l'indépendance de nations non-russes à l'intérieur de l'Empire.

La guerre donnera à Lénine la possibilité de préciser sa « tactique » de l'autodétermination des peuples. Celle-ci suscitera des polémiques au sein du PSDOR, mais, comme d'habitude, Lénine réussira à convaincre tout le monde de la justesse de son analyse. En 1917, comme le remarque Hélène Carrère D'Encausse, « la révolution le plonge dans le réel, le contraint à vivre le problème national et non plus à seulement le penser » (p. 93). Lénine se rendra compte rapidement que la question nationale se révèle être beaucoup plus complexe qu'il ne l'avait imaginé. Souvent, les bolchéviks devront permettre certaines mesures, tel-